



Publié sur *Famine Early Warning Systems Network* (<http://www.fews.net>)

Afrique de l'Ouest

Burkina Faso

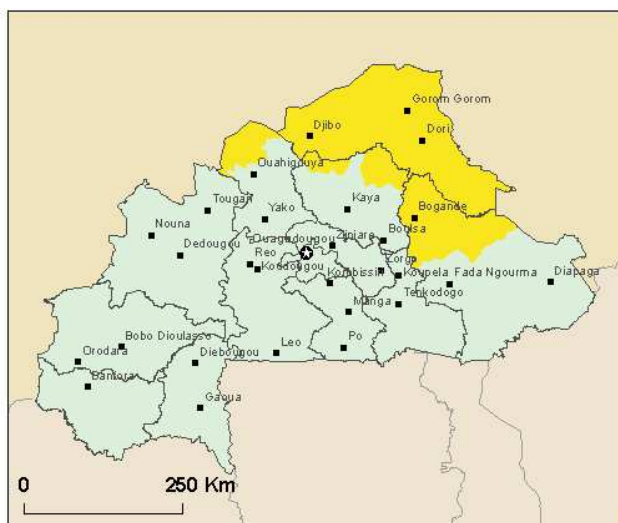
This country is monitored by local FEWS NET staff

Perspectives sur la sécurité alimentaire

L'insécurité alimentaire sous Stress continuera pour le nord du pays

Avril 2014 - Septembre 2014

Near Term

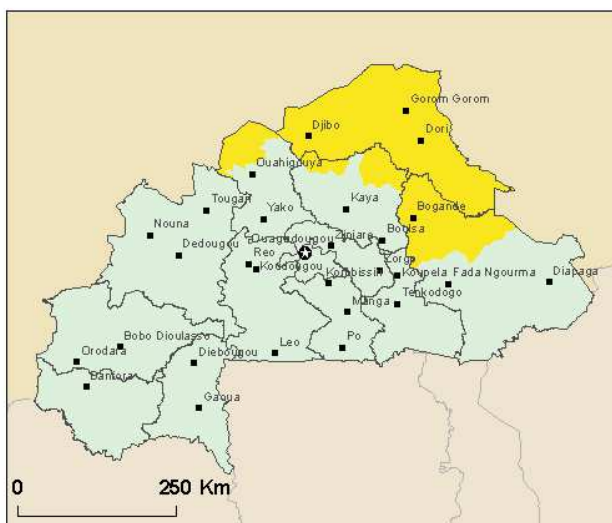


IPC V2.0 Phase d'Insécurité Alimentaire Aiguë



■ Serait probablement pire sans l'assistance humanitaire en cours ou programmée

Medium Term



Messages clés:

Dans le nord du pays, entre avril et septembre, une insécurité alimentaire sous Stress (IPC Phase 2) touchera les ménages pauvres du fait de la baisse de leur pouvoir d'achat face à des niveaux de prix des denrées de base au-dessus de la moyenne quinquennale. Bien que les ménages restent capables de répondre à leurs besoins alimentaires de base, ils sont contraints à réduire leurs besoins d'entretien des moyens d'existence.

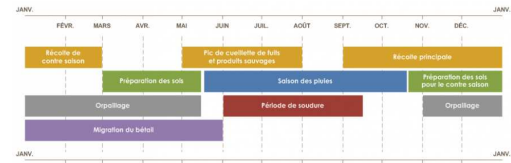
Dans les autres parties du pays, la majorité des ménages très pauvres et pauvres connaîtront une période de soudure normale marquée par des niveaux de prix des céréales et des revenus stables. Ainsi, en absence de chocs négatifs sur les moyens d'existence, ils continueront de vivre une insécurité alimentaire aiguë Minimale (IPC Phase 1).

Selon les prévisions saisonnières, il est probable que le démarrage de la saison des pluies soit normal pour permettre la mise en place des activités agricoles entre juin et juillet, la régénération du tapis herbacé et le retour des transhumants en période habituelle. Ceci contribuera à ramener les revenus saisonniers normaux du travail agricole salarié et de l'amélioration des conditions pastorales pour toutes les zones du pays.

Contexte National

SITUATION ACTUELLE

Selon les résultats définitifs de la campagne agricole 2013-2014 publiés en mars par le gouvernement, la production céréalière du pays est globalement similaire à celle de l'année écoulée, mais est en hausse de 15 pour cent comparée à la moyenne quinquennale. Cette hausse est surtout le fait de la production exceptionnelle de maïs qui a enregistré une hausse de près de 40 pour cent par rapport à la moyenne des cinq dernières années. Les principales cultures de rente enregistrent aussi des accroissements de production comparées à la moyenne quinquennale : 38 pour cent pour le coton, 13 pour cent pour le niébé et 10 pour cent pour l'arachide.



CALENDRIER SAISONNIER POUR UNE ANNÉE TYPIQUE

Source: FEWS NET

De ce fait, la disponibilité des produits agricoles est bonne sur les marchés qui sont approvisionnés principalement par les commerçants. Le Comité interprofessionnel des céréales du Burkina Faso note que les stocks commerçants et unions de producteurs sont estimés à 45 500 tonnes de céréales, soit 20 pour cent au-dessus de la normale et sont constitués à 63 pour cent de maïs. Ces disponibilités sont renforcées par les entrées de maïs en provenance du Ghana et de la Côte d'Ivoire estimées respectivement à 1 155 et 1 285 tonnes pour le mois passé. Par ailleurs, le gouvernement a mis en place 180 boutiques de vente de céréales (maïs et riz essentiellement) à prix modérés afin de réguler les prix sur les marchés.

La demande des ménages pauvres en céréales devient de plus en plus pressante sur les marchés, en particulier pour les ménages dans et autour de la région du Sahel en raison de l'épuisement précoce de leurs propres productions. Néanmoins, les boutiques mises en place par le gouvernement constituent le premier recours de ces ménages, même si dans certaines localités, les produits vendus ne répondent pas nécessairement à la préférence alimentaire des ménages qui demeure le mil et le sorgho. La demande institutionnelle du gouvernement pour les programmes sociaux (6 000 tonnes) est en-dessous du niveau moyen observé au cours des cinq dernières années.

En conséquence, les prix des céréales sont restés globalement stables au niveau national par rapport au mois passé et même en baisse par rapport à l'année passée d'environ 10 pour cent pour le maïs et pour le mil et cinq pour cent pour le sorgho. Comparé à la moyenne quinquennale, le prix du sorgho reste relativement stable et celui du maïs enregistre une baisse d'environ 10 pour cent. Par contre celui du mil est en légère hausse d'environ cinq pour cent.

Les revenus actuels des ménages sont principalement basés sur la vente d'animaux, la vente de produits maraichers, la vente de produits forestiers non ligneux, l'orpaillage et les transferts des migrants. Les réserves de produits de rente (niébé et arachide) sont

faibles comme d'habitude et les prix globalement similaires à la moyenne quinquennale du fait d'une demande extérieure en baisse. Dans l'ensemble, les revenus des ménages pauvres sont stables ou en baisse par rapport à la normale.

Les activités de contre saison se poursuivent normalement et sont dominées par la production d'oignon et de tomate. Dans les zones de grande production (régions du Nord et du Centre-Nord), le prix de vente du sac d'oignon est en moyenne de 20 000 F CFA et celui de la caisse de tomate de 50 000 F CFA. Ces prix sont similaires à la normale.

L'orpaillage est pratiqué au quotidien par les jeunes et les femmes, mais se développe dans un contexte de baisse globale des prix d'achat en lien avec le prix du gramme d'or à l'international. Sur les sites, la baisse du prix de vente du gramme d'or varie de 20 à 30 pour cent par rapport à la moyenne des cinq dernières années. Ce qui constitue des revenus en moins pour les ménages.

Dans la zone d'élevage du pays, on constate une hausse globale des offres de petits ruminants sur les marchés (Dori, Djibo et Gorom-Gorom), de quatre pour cent par rapport à l'année passée et de huit pour cent par rapport à la moyenne quinquennale. En effet, les ménages dont les stocks de denrées alimentaires de la production sont faibles, voire épuisés, ont recours à la vente du bétail pour accéder aux marchés de céréales. Les prix moyens sont en légère baisse par rapport à l'année passée pour les béliers et d'environ cinq pour cent pour les boucs. Néanmoins, comparés à la moyenne quinquennale, les prix sont en hausse d'environ 10 pour cent. La demande pour les exportations (principalement vers Ghana et Nigeria) est satisfaisante, mais l'embonpoint des animaux est mauvais par rapport à la normale du fait du déficit de fourrage pour l'alimentation et du déficit d'eau pour l'abreuvement. En réponse à ces difficultés, les ménages pastoraux achètent aussi plus d'aliments pour bétail sur les marchés. Malgré les ventes subventionnées par les services de l'élevage, les prix de ces produits varient entre 6 500 et 8 500 F CFA, soient des niveaux similaires ou 30 pour cent au-dessus du prix normal.

Sur le plan nutritionnel, les résultats de la dernière enquête SMART réalisée en août-septembre 2013 par la Direction de la nutrition du Gouvernement, indiquent au niveau national, un taux de malnutrition aigüe globale de 8,2 (IC 95% 7,6-8,9) pour cent. Bien que ce taux soit en baisse de deux à trois points par rapport aux taux généralement observés depuis 2009, il nécessite néanmoins la prise en charge d'au moins 430 000 enfants malnutris aigüe dont 115 000 de forme sévère.

SUPPOSITIONS

Le scénario le plus probable de la sécurité alimentaire décrit d'avril à septembre 2014, se fonde sur les hypothèses générales suivantes :

- **La campagne agricole** : Selon les prévisions saisonnières, il est probable que le démarrage de la saison des pluies soit normal à partir de mai. De même, il est attendu des cumuls et une distribution des pluies normaux. De ce fait, les activités agricoles se dérouleront aussi normalement.
- **La demande alimentaire** : Du fait d'une production céréalière au-dessus de la moyenne quinquennale, les stocks des ménages pauvres (exceptés ceux dans et autour de la région du Sahel) issus de leurs productions vont s'épuiser comme en année normale à partir du mois de juin et leur recours aux marchés pour les achats restera à un niveau moyen.

- **L'approvisionnement des marchés en céréales** : Avec un niveau actuel au-dessus de la normale, les stocks commerçants pourront satisfaire entièrement la demande institutionnelle (6 000 tonnes) et en partie les demandes en cours dans les pays voisins (Mali et Niger) et permettre un approvisionnement satisfaisant des marchés d'ici jusqu'en septembre. La poursuite des flux entrants de maïs du Ghana et de la Côte d'Ivoire, viendra renforcer les stocks sur les marchés.
- **Les prix des céréales** : Dans l'ensemble, l'évolution des prix suivra la tendance saisonnière habituelle avec des niveaux similaires à la moyenne quinquennale pour le maïs et le sorgho et une hausse autour de 15 pour cent pour le mil du fait de l'offre plus faible par rapport aux autres céréales et aussi de la demande plus grande surtout pendant le carême musulman entre juin et juillet. Toutefois, dans les zones où la production agricole est déficitaire (cas dans et autour de la région du Sahel), les niveaux de prix des céréales de base pourraient dépasser 15 pour cent au-dessus de la moyenne quinquennale à cause de l'accroissement de la demande des ménages sur les marchés.
- **La situation alimentaire du bétail** : La soudure pastorale qui s'étend généralement d'avril à juin sera plus longue cette année car ayant commencée un mois plutôt en raison des déficits fourragers enregistrés, en particulier dans les zones d'élevage du nord (régions du Sahel, du Centre-Nord et du Nord). En conséquence, l'état physique des animaux, en particulier les ovins et les bovins, pourrait se dégrader davantage par rapport à la normale jusqu'en juillet quand le tapis herbacé va commencer à se régénérer à nouveau.
- **Les prix du bétail et les termes de l'échange** : Avec la dégradation de l'état d'embonpoint des animaux, les prix des animaux pourraient rester similaires ou en-dessous de la moyenne quinquennale jusqu'en juillet avant de remonter à leur niveau moyen à partir du mois d'août à la faveur de l'amélioration de la situation alimentaire et aussi de la hausse de la demande en bétail sur les marchés en réponse aux fêtes musulmanes (Ramadan et Tabaski). Ainsi, dans les zones d'élevage, les termes de l'échange vont continuer à se dégrader par rapport à la normale pendant toute la période du scénario du fait d'une part de la baisse des prix des animaux entre avril et juillet et d'autre part, du niveau habituellement élevé des prix des céréales de base (mil et sorgho) entre août et septembre.
- **Les revenus agricoles** : Les ménages pauvres, exceptés ceux dans et autour de la région du Sahel, pourront encore tirer des revenus moyens de la vente des produits maraichers jusqu'en mai. De même, les revenus de la main-d'œuvre agricole (préparation des champs entre avril et mai, labour et désherbage entre juin et septembre) resteront similaires ou au-dessus de la normale du fait de l'augmentation du coût de la main-d'œuvre de 30 à 50 pour cent à la faveur de la concurrence avec les activités d'orpaillage plus attractives.
- **Les revenus des transferts** : Les revenus tirés de l'exode et de la migration seront similaires à la moyenne sur toute la période du scénario. La Côte d'Ivoire, qui constitue la principale destination, connaît une situation socio-politique favorable à l'insertion des migrants dans le tissu économique.
- **La situation sanito-nutritionnelle** : Les taux de malnutrition aiguë globale pourraient rester typique, exceptés les zones dans et autour de la région du Sahel où ils pourraient se dégrader du fait des difficultés alimentaires que vivent les ménages.

RÉSULTAT LE PLUS PROBABLE DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

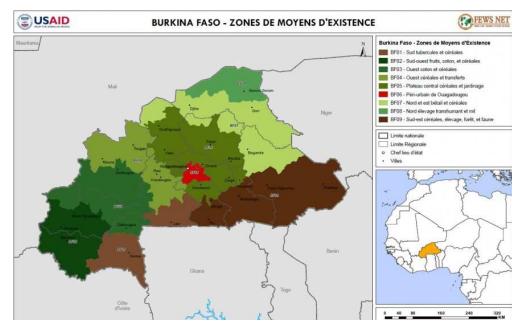
Le bon niveau actuel des disponibilités alimentaires permet aux ménages d'avoir une consommation normale dans l'ensemble, excepté dans et autour de la région du Sahel. Avec le niveau moyen de stocks alimentaires et l'évolution saisonnière moyenne

attendue des prix des céréales, les ménages pourront avoir accès aux marchés tout en se procurant des revenus comme en année normale et d'être en **insécurité alimentaire aiguë Minimale (IPC Phase 1)**. Cependant, dans et autour de la région du Sahel, l'épuisement des stocks de la production, le niveau des prix des céréales de base au-dessus de la moyenne quinquennale et la dégradation des termes de l'échange bétail contre céréales conduisent les ménages à vivre une **insécurité alimentaire aiguë Stress (IPC Phase 2)** dès le mois d'avril. Cette situation de Stress devrait se maintenir jusqu'en fin septembre, car avec l'installation normale de la saison, la situation alimentaire du bétail va se rétablir à partir de juillet et offrir un embonpoint et une disponibilité de lait satisfaisants. Ainsi, les ménages pourront générer des revenus de la vente du lait et d'animaux au moment où les prix des animaux s'améliorent avec l'approche des fêtes musulmanes. Par ailleurs, les produits de cueillette seront aussi disponibles à partir de juillet et contribueront à atténuer les difficultés alimentaires des ménages. Cependant, les prix des denrées alimentaires de base atteindront leurs niveaux les plus élevés entre juillet et septembre, ce qui en limitera l'accès aux ménages.

Zones d'Intérêt

Zone de moyens d'existence nord élevage transhumant et mil (Zone 8)

Dans cette zone où les ménages pauvres représentent en année normale respectivement 60 pour cent de la population, les moyens d'existence sont basés principalement sur la production du mil pour les besoins alimentaires, qui couvre six à huit mois en année typique, et principalement la pratique de l'élevage transhumant pour les revenus.



BURKINA FASO - ZONES DE MOYENS D'EXISTENCE

Source: FEWS NET

SITUATION ACTUELLE

Les stocks alimentaires des ménages très pauvres et pauvres issus de leur propre production sont épuisés, soit deux à trois mois plus tôt que la normale à cause du déficit de production. Ils dépendent donc des marchés pour leur alimentation et de ce fait sont obligés de réduire la quantité et la qualité des repas consommés au quotidien. L'analyse de l'économie alimentaire réalisée en mars, montre une dégradation de la consommation alimentaire des ménages par rapport à 2011 (l'année de référence), mais sans atteindre le seuil de protection des moyens d'existence.

L'élevage, qui constitue la principale source de revenu des ménages est confronté au déficit de fourrage, ayant entraîné des transhumances un à deux mois plus tôt que la normale. La plupart des départs se sont dirigés vers la zone pastorale du Mali. Le bétail resté sur place est concentré autour des quelques points d'eau existants : la mare d'Oursi, le forage Christine et le fleuve Beli. Dans l'ensemble, les animaux présentent un mauvais état physique par rapport à la normale. Pour ce bétail, les propriétaires ont recours aux aliments pour bétail provenant des sociétés industrielles et vendu sur les marchés. L'offre est faible par rapport à la demande et les prix sont 20 à 30 pour cent plus élevés que la normale.

Du fait des difficultés alimentaires du bétail, le lait est moins disponible pour la

consommation et aussi la vente par rapport à la normale. Les seuls recours actuels portent sur la vente plus importante de petits ruminants et de volaille, l'orpaillage dont le prix est en baisse de 20 à 25 pour cent par rapport à la moyenne des cinq dernières années et les transferts de la migration plus accrus que la normale.

Les marchés restent bien approvisionnés par les commerçants à partir des marchés de regroupement de Ouagadougou et Pouytenga et des zones de production de l'ouest du pays. Le gouvernement effectue des ventes de maïs et de riz à prix modéré dans la zone, mais la forte demande des ménages en céréales de base (mil et sorgho) maintient les niveaux de prix élevés de 19 pour cent pour le mil et 22 pour cent pour le sorgho par rapport à la moyenne quinquennale.

Sur le principal marché à bétail de la zone (Gorom-Gorom), le prix du bélier au mois de mars est en baisse de 21 et de 6 pour cent respectivement par rapport à l'année passée et la moyenne quinquennale. Celui du bouc connaît aussi une baisse de 12 pour cent par rapport à l'année passée, mais reste stable par rapport à la moyenne quinquennale. Les termes de l'échange se sont dégradés de 20 pour cent par rapport à la moyenne quinquennale car un bouc permet d'acquérir 113 kg de mil contre 141 kg en moyenne au cours des cinq dernières années.

Les résultats de l'enquête SMART réalisée sur la période août-septembre 2013 par la Direction de la nutrition du Gouvernement indiquent pour la province de Oudalan (qui couvre la plupart de la zone) un taux de malnutrition aigüe globale de 11,4 (IC 95% 9,0-14,3) pour cent. Ce taux préoccupant, reste néanmoins dans les limites observées au cours des trois dernières années (10,7 à 14,7 pour cent).

La zone compte 8 138 réfugiés maliens qui sont pris en charge par le Haut-Commissariat aux Réfugiés et ses partenaires. Leur présence n'entraîne pas de disfonctionnement sur les marchés.

SUPPOSITIONS

Le scénario le plus probable de la sécurité alimentaire décrit d'avril à septembre 2014 se base sur les hypothèses suivantes:

- **La campagne agropastorale** : La campagne agropastorale pourrait s'installer normalement en juillet et on estime que les pluies seront aussi bien réparties jusqu'en fin septembre. Ce qui permettra un retour des transhumants dès le mois de juillet avec la régénération du tapis herbacé.
- **L'approvisionnement des marchés** : Les marchés seront bien approvisionnés en céréales au regard de l'offre satisfaisante dans les zones de production du pays et le commerce de ces produits se fera sans entrave sur toute la période du scénario.
- **Les prix des céréales** : Avec la dépendance entière des ménages des marchés, les prix des céréales de base pourraient atteindre jusqu'à 30 pour cent pour le mil et 20 pour cent pour le sorgho comparés à la moyenne quinquennale. La demande en mil sera particulièrement plus importante au cours du mois de juillet à cause du carême musulman.
- **Les prix des animaux** : Le prix du bétail, en particulier des petits ruminants, restera entre avril et juin au moins 10 pour cent en-dessous de la moyenne quinquennale du fait de l'augmentation de l'offre sur les marchés et aussi à cause du mauvais embonpoint des animaux. Par conséquent, la dégradation des termes de l'échange va se poursuivre jusqu'en juin. L'amélioration de la situation

alimentaire à partir de juillet et la hausse de la demande pour les fêtes de Ramadan et de Tabaski, ramèneront les prix des animaux à un niveau moyen. Mais malgré cela, les termes de l'échange resteront bas après juin du fait de la hausse des prix des céréales entre juillet et septembre.

- **La consommation et la vente du lait** : La disponibilité de lait sera moins bonne que la normale et par conséquent, la consommation ainsi que les revenus issus de la vente du lait et des produits laitiers seront réduits surtout entre avril et juin du fait des difficultés alimentaires des animaux. A partir de juillet, l'embonpoint des animaux va s'améliorer et cette disponibilité sera normale.
- **Les revenus agricoles** : Les revenus issus de la main-d'œuvre agricole et de l'élevage ne changeront pas par rapport à la normale jusqu'en septembre.
- **L'orpaillage** : Les revenus tirés de la pratique de l'orpaillage resteront en baisse d'au moins 20 pour cent par rapport à la moyenne des quatre dernières années.
- **Les transferts** : Les transferts de la migration seront plus importants que la normale car les migrants ont plus de possibilités de générer des revenus avec la relance économique dans les pays d'accueil (Côte d'Ivoire principalement) et donc seront plus disposés à envoyer de l'argent pour répondre à la faiblesse des revenus de leurs familles.
- **La situation sanito-nutritionnelle**: Les difficultés d'accès adéquat à l'alimentation pourront affecter négativement la situation nutritionnelle des populations, en particulier les enfants de moins de cinq.
- **Les assistances alimentaires** : L'assistance alimentaire du gouvernement et des partenaires sera en dessous de la moyenne des cinq dernières années du fait du manque de financement des programmes.
- **La situation sanito-nutritionnelle** : L'inadéquation dans la consommation alimentaire des ménages pourrait affecter négativement l'état nutritionnel de leurs membres, en particulier les enfants de moins de cinq ans et les femmes enceintes ou allaitantes. En plus des conséquences de la dégradation de l'alimentation, les ménages seront exposés comme d'habitude aux maladies d'origine hydrique et au paludisme qui sévissent pendant la saison des pluies.

RÉSULTAT LE PLUS PROBABLE DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Malgré les assistances prévues, la majorité des ménages pauvres auront un accès difficile à l'alimentation avec des revenus limités et des niveaux de prix élevés des denrées de base. Entre avril et juin, les prix des animaux en baisse pour ces ménages pauvres fortement dépendants de l'achat sur le marché, vont contribuer à limiter leur pouvoir d'achat. De juillet à septembre, bien que les conditions de main d'œuvre et pastoralisme vont s'améliorer, le prix d'achat des céréales encore élevé continuera à limiter le pouvoir d'achat. Les analyses de l'économie alimentaire des ménages confirment la survenue à partir de mai et ce jusqu'en novembre, de déficit de protection des moyens d'existence pour les ménages très pauvres de la zone et une dégradation de la consommation alimentaire des pauvres. Ainsi pendant toute la période du scénario, les ménages très pauvres et pauvres vivront en **insécurité alimentaire sous Stress (IPC Phase 2)**.

Zone de moyens d'existence nord et est bétail et céréales (Zone 7)

C'est une zone à fort potentiel d'élevage et de production de mil et de niébé. Les ménages pauvres y représentent 60 pour cent. Habituellement, leurs récoltes du mois d'octobre suffisent normalement pour six à sept mois, c'est-à-dire s'épuisent entre avril et mai. Les principales sources de revenus des ménages sont la vente du bétail (petits ruminants et volaille) et du lait, et la pratique de l'orpaillage. En année normale, les

départs en transhumance vers l'Est du pays ou vers les pays côtiers s'effectuent à partir de février.

SITUATION ACTUELLE

Selon les résultats de la dernière évaluation conjointe de la situation alimentaire dans la zone en février, les récoltes des ménages pauvres ne dépasseront pas le mois de mars, soit deux mois plus tôt que la normale. Le niébé, qui représente la principale culture de rente dans la zone, a connu une baisse de sa production de près de 40 pour cent comparé à la moyenne quinquennale ce qui constitue des revenus en moins pour les ménages qui habituellement disposaient de cette source jusqu'en mars.

Le mode de vie des populations est basé principalement sur l'élevage (bovins, ovins, caprins et camelins). Mais cette année, la production fourragère a été déficitaire dans la zone, entraînant des transhumances précoces dès le mois de janvier au lieu de (février-mars) comme habituellement. Néanmoins les aliments pour bétail (sous-produits agroindustriels) sont disponibles sur les marchés, mais à des niveaux de prix sont 10 à 25 pour cent plus élevés que la normale.

Les marchés de Djibo (province du Soum) et de Dori (province du Séno) sont les principaux marchés de céréales et de bétail de la zone. Sur ces marchés, les prix des céréales de base au mois de mars sont en hausse moyenne de neuf pour cent pour le mil et cinq pour cent pour le sorgho par rapport à la moyenne quinquennale. Le prix du niébé (en moyenne de 374 F CFA le kg) est également en légère hausse (six pour cent) par rapport à la moyenne quinquennale.

Les prix des petits ruminants (béliers et boucs) au mois de mars sont en baisse de 5 à 15 pour cent par rapport à l'année passée du fait du mauvais embonpoint et aussi de l'accroissement des offres sur les marchés. Néanmoins, ils demeurent en moyenne sept pour cent au-dessus de la moyenne quinquennale. Ces niveaux de prix sont soutenus par la demande extérieure, en particulier des pays côtiers (Côte d'Ivoire et Ghana) et le Nigeria. Les termes de l'échange sont encore en faveur des éleveurs, mais se sont dégradés de neuf pour cent par rapport à la moyenne quinquennale. Les difficultés alimentaires que traverse le bétail font aussi que le lait est moins disponible pour la vente et aussi pour la consommation comparativement à la normale. En plus, les agropasteurs doivent aussi acheter plus d'aliments pour nourrir le bétail à des prix élevés.

L'orpaillage génère aussi des revenus aux ménages, mais le prix de l'or est 20 à 30 pour cent en-dessous du prix moyen des cinq dernières années. En moyenne, la vente de l'or procure 1 000 à 2 000 F CFA par jour aux ménages. Les transferts issus de la migration sont également importants dans la zone. Les jours de marché, on observe une affluence des ménages au niveau des services de transfert d'argent.

Le Haut-Commissariat aux réfugiés (HCR) et ses partenaires assurent une prise en charge entière de 22 273 réfugiés maliens dans la zone. On assiste toujours à des retours volontaires vers le Mali, favorisés par le retour progressif de la paix dans ce pays.

Les résultats de l'enquête SMART réalisée sur la période août-septembre 2013 par la Direction de la nutrition du Gouvernement, indiquent des taux de malnutrition aigüe globale se situant entre 5,7 (IC 95% 4,1-7,9) pour cent dans la province du Soum et 10,1 (IC 95% 7,5-13,5) pour cent dans la province de la Komandjari. Ces taux sont similaires ou en-dessous de ceux observés au cours des trois dernières années (dépassant

généralement 10 pour cent).

Depuis le mois d'octobre, le gouvernement a mis en place des boutiques de vente de céréales (riz et maïs) à prix modéré au niveau des chefs lieu de province. Il a aussi mis à la disposition des services techniques des ressources animales, un stock d'aliment bétail (2680 tonnes) pour une vente à prix subventionné. Des activités de *cash for work* sont en cours au profit de plus de 4 000 bénéficiaires (Programme alimentaire mondial et Catholique relief service) et sont concentrés dans les communes identifiées à risque d'insécurité alimentaire en décembre par le système national d'alerte précoce.

SUPPOSITIONS

Le scénario le plus probable de la sécurité alimentaire décrit d'avril à septembre 2014 se base sur les hypothèses suivantes:

- **La campagne agropastorale** : L'installation de la campagne agricole pourrait intervenir normalement à partir de juin. De même, la distribution de la pluviométrie pourrait être satisfaisante entre juillet et septembre. Cela favorisera un développement normal des pâturages et aussi des semis normaux pour les cultures. Par conséquent, les retours de la transhumance interviendront comme habituellement au mois de juillet avec la régénération du tapis herbacé.
- **L'approvisionnement des marchés** : L'approvisionnement des marchés en céréales restera satisfaisant pendant toute la période du scénario car les transferts de céréales depuis les marchés de regroupement (Ouagadougou et Pouytenga) et les zones de productions de l'ouest du pays vont se dérouler normalement. Les stocks commerçants pourront satisfaire la demande croissante des ménages.
- **Les prix des céréales** : Les prix des céréales de base resteront sur toute la période au moins 10 pour cent pour le sorgho et 20 à 30 pour cent pour le mil au-dessus de la moyenne quinquennale du fait de la hausse de la demande des ménages sur les marchés en général et en particulier à cause de la demande supplémentaire en mil pendant le carême musulman au mois de juillet.
- **La situation alimentaire du bétail** : L'alimentation du bétail restera plus difficile que la normale entre avril et juin en raison du déficit fourrager et de l'insuffisance des points d'eau pour l'abreuvement des animaux. En conséquence, l'état physique des animaux va se dégrader d'avantage jusqu'à ce que les disponibilités fourragères se normalisent à partir de juillet. La disponibilité de lait restera donc faible par rapport à la normale entre avril et juin avant de se normaliser à partir de juillet.
- **Les prix du bétail** : Le prix des animaux pourrait se situer environ 10 pour cent en-dessous de la moyenne quinquennale entre avril et juin du fait de leur mauvais embonpoint. L'amélioration de l'état physique à partir de juillet et la hausse de la demande pour les fêtes de Ramadan et de Tabaski contribueront à ramener les prix à des niveaux similaires à la moyenne quinquennale. Avec le niveau élevé des prix des denrées alimentaires de base, les termes de l'échange pourraient continuer à se dégrader pendant toute la période.
- **Les revenus agricoles** : Les revenus issus de la main-d'œuvre agricole (préparation des sols, semis et sarclage à partir de juin) et du gardiennage des animaux ne connaîtront pas de changement sur toute la période du scénario par rapport à la normale.
- **L'orpaillage artisanal** : Les revenus de l'orpaillage seront en-dessous de la moyenne des quatre dernières années du fait de la baisse du prix d'achat de l'or.
- **Les transferts** : Les transferts issus de la migration seront plus fréquents que d'habitude, car ils constituent une alternative à la diminution des revenus de la

vente du bétail et de l'orpaillage.

- **Les taux de malnutrition aiguë globale** : L'accès limité des ménages à l'alimentation à partir d'avril pourrait entraîner une dégradation de l'état nutritionnel des populations de la zone, en particulier des enfants de moins de cinq ans. A cela s'ajoutent les conséquences habituelles des maladies d'origine hydrique et les crises de paludismes pendant la saison des pluies. Les taux de malnutrition aiguë sur la période du scénario pourraient rester similaires à ceux observés sur la moyenne 2009-2012 (entre 10,1 et 12,6 pour cent).

RÉSULTAT LE PLUS PROBABLE DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

La dépendance entière des ménages pauvres aux marchés pour leur alimentation dans un contexte de hausse des prix des denrées de base et de baisse de pouvoir d'achat va les contraindre à réduire leurs besoins d'entretien des moyens d'existence. La dégradation des termes de l'échange va aussi les contraindre à vendre plus d'animaux que d'habitude pour acheter des céréales, car le maïs et le riz vendus à prix modéré ne répondent pas aux habitudes alimentaires des ménages qui sont obligés d'effectuer des achats de mil ou de sorgho en détail sur les marchés. Ainsi, les ménages très pauvres et pauvres seront **en insécurité alimentaire aiguë sous Stress (IPC Phase 2)** jusqu'en juin et cette phase va demeurer jusqu'en septembre car malgré l'amélioration de la situation alimentaire du bétail, les revenus resteront limités pour un accès adéquat à l'alimentation du fait du niveau élevé des prix des denrées de base.

Événements qui Pourraient Changer les Scenarios

Table 1. Événements possibles dans les six prochains mois qui pourraient changer les scénarios ci-dessus

Zone	Événement	Impact sur les conditions de la sécurité alimentaire
National	Installation tardive de la saison des pluies	Une installation tardive de la campagne agricole ou une mauvaise répartition des pluies va aggraver les difficultés alimentaires du bétail, retarder les retours en transhumance et réduire la disponibilité de lait et encourager les commerçants à spéculer et à maintenir les niveaux de prix des céréales plus élevés. Ce qui contribuera à réduire l'accès des ménages à l'alimentation.
ZOME 7	Inondations	La survenue d'inondations dans la zone pourrait accroître les risques d'insécurité alimentaire et de malnutrition et aussi entraîner des pertes sur les avoirs des ménages.

Zone	Événement	Impact sur les conditions de la sécurité alimentaire
ZOME 7 & 8	Distributions gratuites et/ou ventes de céréales à prix social	La distribution gratuites et/ou la vente de céréales à prix social telles que formulées dans le plan de réponse 2014 du gouvernement, pourrait contribuer à réduire le niveau des prix sur les marchés et améliorer les termes de l'échange au profit des ménages et faciliter ainsi leur accès à l'alimentation.

A Propos de l'Elaboration de Scenarios

Afin d'estimer les résultats de la sécurité alimentaire pour les prochains six mois, FEWS NET développe les suppositions de base concernant les événements possible, leurs effets, et les réponses probables des divers acteurs. FEWS NET fait ses analyses basées sur ces suppositions dans le contexte des conditions actuelles et les moyens d'existence locaux pour développer des scénarios estimant les résultats de la sécurité alimentaire. D'habitude, FEWS NET prévient du scénario le plus probable. Pour en savoir plus, cliquez ici.

URL source: <http://www.fews.net/fr/west-africa/burkina-faso/food-security-outlook/tue-2014-04-01-tue-2014-09-30>

FEWS NET is a USAID-funded activity. The content of this report does not necessarily reflect the view of the United States Agency for International Development or the United States Government.

